SOUFIANE DJILLALI, PRÉSIDENT DE JIL JADID :

«Bouteflika doit démissionner»

Pour le président de Jil Jadid, la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) ne prétend pas représenter toute l'opposition, estimant qu'elle devra, de fait, gagner davantage en s'ouvrant et en s'élargissant à d'autres forces et acteurs qui partagent l'alternative d'une transition démocratique.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un pan de l'opposition auquel il faudra reconnaître, néanmoins, le mérite et pas des moindres, a estimé, Soufiane Djillali, hier dimanche lors d'une conférence de presse, celui d'avoir «conféré un contenu au concept de l'opposition».

«Depuis deux ans, soit depuis la conférence de Zéralda, elle s'est dotée d'une plateforme, d'une feuille de route avec des objectifs précis», a-t-il encore ajouté, relevant la nécessité de passer à une autre étape, celle dictée par la conjoncture empreinte d'une crise économique qui risque de déboucher sur une crise sociale si rien n'est entrepris. D'où l'impératif pour cette même CNLTD et l'Icso de «s'ouvrir et de s'élargir» davantage pour constituer une «nouvelle force», estimant qu'elles «ne peuvent pas se refermer sur elles-mêmes».

L'objectif étant, a expliqué Djillali, «d'amener le pouvoir à accepter des réformes politiques», l'actuel rapport des forces étant à la faveur de ce dernier.

Et au président de Jil Jadid d'estimer «inopportune» une élection présidentielle anticipée comme revendiquée par l'Icso dont son parti fait partie, préférant appeler directement le président de la République à démissionner.

A défaut, le conférencier plaide pour un consensus autour d'une personne qui aura la mission de réunir pouvoir et opposition autour d'une feuille de route d'une année ou deux durant lesquelles les lois de la République seront revues avant de s'engager dans un processus électoral supervisé par une instance indépendante qui commencera par régler la légitimité au plus haut sommet, à savoir la présidence de la République. Car pour Soufiane Djillali, la solution à la crise économique qui risque de se muer en crise sociale passe inéluctablement par la résolution du problème de légitimité des institutions. Une crise dont le pouvoir porte l'entière responsabilité, et ce, a contrario de ce que soutenait la veille, le chef intérimaire du RND et néanmoins directeur de cabinet de la présidence de la République. «C'est de la lâcheté de la part de celui qui a été plusieurs fois chef de gouvernement que de disculper le gouvernement de la crise que vit le pays», a-t-il affirmé, s'interrogeant «c'est facile de dire que je n'ai pas de responsabilité. C'est qui alors le responsable ? Qui apeure le peuple si ce n'est celui qui a dit que si jamais Bouteflika ne passe pas, l'Algérie sera la Syrie ou la Libye ? Qui a fait sortir Madani Mezrag de l'anonymat et qui l'a accueilli en tant que personnalité nationale ? A quel titre parle Ouyahia ? Et de lancer un défi à ce dernier pour un débat public comme celui-ci l'a réclamé il y a deux mois, sans tenir sa promesse.

Photo : Samir Sid

Soufiane Djillali estime inopportune une élection présidentielle.

M. K.

LES GARDES COMMUNAUX L'ONT ENTONNÉ HIER À BATNA :

Le «statut de criminel pour Madani Mezrag»

Les gardes communaux, les Patriotes et les membres des GLD revendiquent ni plus ni moins qu'un statut de «criminel» au chef de la tristement célèbre AIS (Armée islamique du salut) qui nourrit le rêve de revenir par la grande porte sur la scène politique.

Une doléance qui sonne comme une «réplique» au statut opposé, honorifique celui-là, celui de personnalité nationale, que Madani Mezrag s'est vu attribuer, lui qui a été reçu comme tel par le directeur de cabinet du président de la République dans le sillage des conciliabules autour du projet de révision de la Constitution. Elle a été portée à tue-tête, hier dimanche, dans une marche à Batna. Une manifestation à laquelle ont répondu quelque 400 personnes, entre gardes communaux, Patriotes, membres des Groupes de légitime défense (GLD) et membres des victimes du terrorisme. Tout ce beau monde venu des quatre coins du pays a d'abord observé un rassemblement sur la place de la Concorde civile de la capitale des Aurès avant de se diriger vers le siège de la Wilaya. Avec comme mot d'ordre phare entonné bruyamment, un statut de criminel pour l'ex-chef de la tristement célèbre AIS, bras armé du parti dissous.

Photo : DR

Les gardes communaux toujours vigilants.

Une doléance aux côtés de bien d'autres comme «non à l'assassinat de l'Algérie pour la seconde fois», «ne pas vider le sacrifice des patriotes de son contenu» , «constitutionnaliser la résistance et la lutte antiterroriste», et que l'on retrouve, par ailleurs, dans une déclaration rendue publique à l'occasion et remise au secrétaire général de la wilaya qui a tenu à recevoir une délégation des manifestants, à sa tête Aliouet Lahlou, le porte-parole du mouvement national des gardes communaux libres.

Un document à forte consonance politique puisque les organisateurs de la manifestation considèrent cette dernière comme un «hommage rendu aux victimes du terrorisme» et dénoncent dans la foulée, ce qu'ils estiment être un «deal convenu à l'insu à Jijel que le pouvoir s'évertue à mettre en œuvre et qui constitue une menace et terrorise encore une fois la société algérienne. Une menace qui se traduit par des sorties médiatiques et de ballon-sonde politique de Hamadache et son compagnon de sang, le tristement célèbre criminel, Madani Mezrag, en remettant en selle leur projet rétrograde».

Se considérant comme une force patriotique en «devoir de vigilance et d'indignation face à tout compromis allant contre les intérêts de la nation, les gardes communaux libres interpellent le pouvoir en l'invitant à prendre «ses responsabilités et à capitaliser les acquis de la lutte antiterroriste et valoriser les sacrifices consentis de ses enfants qui ont sauvegardé la République».

Estimant que «le blason de la lutte antiterroriste se doit d'être redoré», ils appellent à instaurer la «résistance et la lutte antiterroriste comme fondements de la République, lister tout crime terroriste comme crime contre l'humanité et attribuer le statut de criminel à Madani Mezrag…».

M. K.